

## Pour l'UE une éventuelle candidature de Nkurunziza est un facteur de risque

RFI, 06-03-2015 Burundi : L'UE met en garde sur un 3e mandat du président Nkurunziza Le président Pierre Nkurunziza n'a jamais fait mystère de son envie de briguer un troisième mandat. Et alors que la tension ne cesse de monter autour de cette question, la communauté internationale appelle le Burundi à respecter la Constitution du pays, mais aussi l'Accord de paix d'Arusha, sans ambiguïté sur la question du troisième mandat : aucun chef d'Etat ne doit aller au-delà de 10 ans de pouvoir. Jeudi, l'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi l'a rappelé au gouvernement lors du dialogue politique mensuel entre les deux parties. [Photo : Patrick Spirlet, l'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi]

Une éventuelle nouvelle candidature du président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005. Voilà ce qui cristallise les tensions au Burundi. Opposition et société civile sont décidées à lui faire barrage, ses soutiens, eux, semblent vouloir tout mettre en œuvre pour sa réélection. L'Union européenne, premier donateur du Burundi, semble considérer désormais cette candidature comme un facteur de risque dans ce pays qu'elle qualifie de toujours fragile. Et elle appelle le gouvernement à écouter les voix discordantes : « Nous pensons que ces divisions dans un moment où le pays a besoin de tout l'apaisement nécessaire pour aller aux élections de façon paisible doivent être prises en compte, a expliqué l'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi, Patrick Spirlet. Et il est certain que dans notre analyse, la présentation pour un troisième mandat du président actuel peut créer un certain nombre de tensions et présenter un certain nombre de risques. C'est pour ça que nous avons fait un appel au gouvernement pour qu'il aborde cette question avec beaucoup de prudence en essayant de favoriser une position si ce n'est consensuelle, en tout cas apaisée entre tous les points de vue pour éviter que cette question détériore le climat politique. » Bujumbura a réagi par la voix de son ministre des Relations extérieures, Laurent Kavakure, qui dirigeait la délégation burundaise : « L'accord d'Arusha pour nous, c'est un accord historique il est vrai (...), mais qui pour nous ne doit pas être considéré comme la Bible. »